

INTERVIEW

TIMOTHÉE ESPRIT, OUVRIER SYNDICALISTE DE CLASSE ET COMMUNISTE

6



*Bonjour cher camarade,
Ouvrier et syndicaliste dans l'entreprise chimique
Toray à Lacq (64), tu es victime d'une répression
féroce de la part de ton employeur, un mono-
pôle impérialiste japonais qui ne supporte pas
tes positions privées de soutien au peuple pa-
lestinien. Deux procédures de licenciements en
même temps, c'est proprement remarquable.
Pour le détail du combat contre ces licencie-
ments, nous renvoyons aux articles du blog « Où
va la CGT? », en particulier au dernier du 10
septembre qui renvoie aux précédents : [http://
ouvalacgt.over-blog.com/2025/09/beaucoup-de-
monde-devant-le-ministere-du-travail-a-l-appel-
de-la-fnic-et-du-commerce.html](http://ouvalacgt.over-blog.com/2025/09/beaucoup-de-monde-devant-le-ministere-du-travail-a-l-appel-de-la-fnic-et-du-commerce.html)
Nous avons souhaité cette discussion, parce
qu'outre le fait d'être un dirigeant syndical de
classe (tu es secrétaire fédéral à la FNIC), tu as
un discours très « politique » revendiqué. Et c'est
de cela que nous souhaitons parler avec toi.*

*Après cette rentrée un peu mouvementée, les
journées du 10 et 18 septembre, du 2 octobre,
comment vois-tu l'état d'esprit de la classe
ouvrière en ce moment? Nous sommes précis,
de la classe ouvrière en particulier, pas des
« salariés » ou des « travailleurs » en général.*

Petite précision : il faudrait que l'on puisse ré-
pondre scientifiquement à une question : qui est
ouvrier aujourd'hui? Il est assez probable que
l'on puisse avoir, selon les camarades, les organi-
sations, des « divergences » à ce propos. Sinon, il
y a une réelle colère chez les salariés et une dé-
testation vis-à-vis de Macron qui est gigantesque,
pour autant parler de colère ne se traduit pas
automatiquement dans les faits par le combat de
classe. La perte de conscience politique ces der-
nières décennies a eu pour résultat un retran-
chement des luttes usine par usine. La conscience
du dépassement des frontières de son entreprise
pour la lutte sur les salaires, les conditions et le
temps de travail, ne se fait plus ou très peu. On
parle régulièrement d'un appareil CGT « com-
plètement réformiste », etc. C'est vrai globale-
ment, certes, mais l'institutionnalisation de la
CGT s'est faite dans toutes ses strates. Ainsi au-
jourd'hui, malheureusement, la très grande majo-
rité des syndicats dans les usines, qui sont censés
être l'un des rouages les plus importants pour la
lutte, sont complètement englués dans les CSE
et le « dialogue social » et se confinent au pé-
rimètre de l'entreprise. De plus il faut prendre

en considération la division organique qui a été
opérée dans les usines avec les sous-traitants,
les intérimaires, les contrats en tout genre qui
est aujourd'hui un frein à l'unité, qu'aujourd'hui
la masse des ouvriers n'arrivent pas encore à
dépasser. Il y a le « risque », une nouvelle fois,
demain, le mois prochain ou l'année prochaine,
d'une nouvelle explosion sociale spontanée de
type gilets jaunes, et ce en dehors des structures
politiques et syndicales traditionnelles, et de
l'implication des communistes révolutionnaires
dépendra le sort de ce type de mouvement. Évi-
demment on ne peut résoudre cette question, en
réalité, que par la question du Parti de la classe
ouvrière. Puisque la classe ouvrière n'a pas ou n'a
plus son Parti historique elle ne peut que végéter
ou être à la remorque de ce qui se présente à
elle aujourd'hui : le réformisme dans toutes ses
nuances. Il est clair malgré tout, pour reprendre
la phrase d'un camarade, qu'aujourd'hui « le pro-
létariat est une armée qui s'ignore » et qu'elle
n'agit pas ou plus en tant que classe.

*Quelle distinction pourrais-tu faire entre la
masse des ouvriers et ce que nous appelons les
« ouvrier.e.s avancé.e.s », c'est-à-dire celles et
ceux qui sont curieux, s'intéressent à la politique
et ont des positions qui se démarquent, sur l'un
ou l'autre sujet, sans pour autant revendiquer un
positionnement politique général?*

Il n'y a rien de sorcier au fait que de plus en
plus d'ouvriers s'intéressent à la « politique ». De
manière disons presque naturelle l'ouvrier
avancé qui se rapproche de la révolte est conduit
vers le communisme, la révolution. La réalité
c'est qu'ils sont légion (au regard du nombre
d'ouvriers organisés)! C'est là la contradiction
apparente entre un mouvement ouvrier cade-
nassé par des pratiques institutionnelles ou ré-
formistes et la multiplication d'éléments ouvriers
opérant individuellement une rupture politique
d'avec ces pratiques. Pour autant, il n'existe pas
d'organisation politique et révolutionnaire per-
mettant d'accueillir, de former et d'organiser ces
éléments. Là encore, la structuration des orga-
nisations dites révolutionnaires n'a pas rompu
avec un style d'organisation réformiste puisque
la question de la classe n'a pas été tranchée dans
aucune organisation à ma connaissance. De plus,
la question des cellules communistes au cœur
même de la bête immonde du capital n'est pas
LA tâche entreprise par les camarades. C'est ce



point pourtant la question vitale pour permettre aux éléments avancés de la classe ouvrière qui sont en train de faire rupture avec le réformisme et l'économisme d'amener cette rupture au niveau du mouvement ouvrier dans son ensemble. Il nous faut, au-delà des frontières des organisations, regrouper sa frange ouvrière et pousser inlassablement à son organisation au sein même des ateliers/usines/chantiers, etc. La première rupture à opérer de manière organisationnelle pour les camarades aujourd'hui est d'organiser les ouvriers en cellule DANS l'entreprise. Tout naturellement une cellule communiste et révolutionnaire ne doit pas être un « supplément gratuit » au syndicalisme. Faire rupture c'est couper nettement avec la pratique qui consiste à s'organiser sur la base d'une localité regroupant des camarades de tous horizons. L'organisation de base sur une « ville » comme j'ai pu beaucoup connaître dans l'activité communiste est en réalité, qu'on le veuille ou non, calquée sur l'électoratisme et sur le suivi de l'agenda bourgeois/médiatique. Au contraire, organiser à la base les ouvriers au sein même de leur lieu d'exploitation base directement l'organisation dans la confrontation de classe et sur le principe que seule la classe ouvrière est révolutionnaire jusqu'au bout.

N'a-t-on pas l'impression que le mouvement ouvrier a régressé à une phase revendicative très soumise aux calendriers politiques des réformistes? C'est particulièrement net autour de la réforme des retraites et aujourd'hui encore autour du budget.

Evidemment mais parler de régression laisserait paraître que ceci serait récent, alors que la réalité de l'institutionnalisation du mouvement syndical est maintenant très ancienne et qu'effectivement les dernières mobilisations sont collées, par les appareils syndicaux centraux, aux calendriers parlementaires. Mais ceci se répète dans toutes

les strates du syndicalisme puisque l'on voit bien par exemple que même dans les entreprises les syndicats se satisfont uniquement de l'activité du CSE et n'agissent plus sur le terrain qui devrait être l'alpha et l'oméga de notre activité : l'organisation des travailleurs. C'est encore plus criant sur la question des salaires où on se limite à revendiquer les hausses uniquement lors des NAO, inscrites dans le calendrier social de l'entreprise, décidé par le patron. Il n'est pas anodin que la mise en place des NAO par la loi Auroux au début des années 80 allait permettre de savoir où et quand le patron allait devoir « affronter » ses salariés sur la question des salaires. Il peut s'y préparer, il garde la maîtrise du « temps » là où avant les grèves éclataient plus de manière « sauvage » et donc inattendue (sans parler que désormais les NAO s'additionnent au reste dans le mythe du dialogue social). Mais là encore une fois, le camp révolutionnaire de la classe n'étant plus organisé, la classe ouvrière étant orpheline de son Parti historique, faire autrement de manière globale au regard de toute la classe paraît impossible. En ce sens le travail syndical qui peut être mené par les révolutionnaires doit justement être là pour combattre l'institutionnalisation du syndicalisme, ramener la lutte « classe contre classe » au cœur de la bataille dans les boîtes, mettre en avant le fait d'organiser les salariés au lieu de les « défendre ».





As-tu un avis sur l'état de décomposition de la gauche réformiste, et de ce que ça ouvre (ou pas) de perspective pour le mouvement ouvrier ?

La décomposition de la gauche reste relative puisque même toutes les gauches réformistes sont l'expression sociale d'une large couche de la petite bourgeoisie et a donc encore de beaux jours devant elle... Effectivement en tant que communiste il faut surtout arriver à faire reprendre le manche de la politique au mouvement ouvrier qui, suite aux multiples trahisons, a soit un rejet pur et simple de la politique, soit se réfugie uniquement dans le syndicalisme. Et pour justement reprendre le fil conducteur des réponses, une question peut légitimement se poser : peut-on avoir un syndicat révolutionnaire en l'absence d'un Parti communiste véritable ? Toujours est-il que la réponse ne peut être mécanique. On ne peut y répondre : « l'un avant l'autre », mais inéluctablement la poussée, disons révolutionnaire, qui prendra plus ou moins spontanément/inéluctablement à la base, ou du moins la velléité d'ouvriers de plus en plus nombreux à en finir avec ce capitalisme qui va les pousser dans la paupérisation au regard de la situation mondiale, va à fortiori nourrir la poussée révolutionnaire dans le syndicalisme et embarquer de plus en plus d'ouvriers dans le rejet des politiques réformistes, etc. En ce sens le travail des camarades révolutionnaires doit continuer sur ces deux piliers : organisation et conscience de classe.

Dans toutes tes interventions publiques, tu insistes sur la centralité ouvrière, les démarcations de classe d'une part, sur la nécessité pour la classe ouvrière de sortir du domaine revendicatif pour « faire de la politique ». C'est-à-dire en arrière-plan l'idée de la construction d'une organisation politique de classe, d'un parti à construire. Nous partageons tout à fait ton point de vue. Mais comment vois-tu cela aujourd'hui, comment avancer, comment construire ?

Malheureusement je pense que la place me manquera pour entrer vraiment dans le sujet qui est LA question brûlante aujourd'hui pour les communistes. En effet, depuis trop longtemps, le mouvement marxiste-léniniste, par faiblesse, par facilité ou pour d'autres raisons, qu'importe, organise ses militants aux travers de leurs organisations sur la base d'une ville/localité. Ainsi on regroupe des individus sans perspective d'implantation ouvrière dans les entreprises par une cellule. On répond, par une cellule de ville, à l'actualité qui s'impose à nous, par l'agenda « médiatique ». Tandis que la cellule dans l'usine/atelier/chantier, etc. permet de situer le développement non plus sur des individus qui se regroupent, mais dans la classe. L'histoire de notre mouvement démontre que jamais le Parti ne naît du développement d'un groupe au détriment des autres. Il me semble même qu'aujourd'hui l'existence de

tous ces groupes sont un frein à l'émergence de quelque chose de qualitativement supérieure. Ne peut-on pas légitimement se poser la question si le Parti historique naîtra sur les « ruines » des groupes existants aujourd'hui ?

L'importance aujourd'hui est d'aller **DANS** la classe à l'intérieur même de ses forteresses que sont les usines. Et comme l'ont fait en leur temps Marx et Lénine, préserver la composition de classe de notre Parti. Si les organisations à la base du Parti que nous voulons construire n'étaient pas composées d'une proportion d'ouvriers écrasante, nous pourrions considérer que nous aurons échoué (Marx estimait que le Parti devait être composé à minima, dans chacune de ses bases, à 80% composés d'ouvriers, et encore plus chez Lénine !). Il ne s'agit pas de sombrer dans ce que l'on nomme « l'ouvriérisme », toujours est-il que la question de la composition sociale de l'organisation communiste est fondamentale. N'a-t-on pas vu durant des décennies des organisations communistes, dites marxistes-léninistes, ou se revendiquant maoïstes, et systématiquement dans les organisations trotskistes, dirigées par des camarades uniquement ou presque intellectuels ? Malheureusement il y a une certaine prétention à penser qu'il suffit d'avoir « raison » politiquement pour que l'on soit rejoint par les masses spontanément. En réalité il y a une rupture franche à opérer dans le travail révolutionnaire aujourd'hui et même si la tâche est ardue, toute l'énergie doit être mise en direction même des concentrations ouvrières et notamment les

usines. Aujourd'hui si un jeune toque à la porte de n'importe laquelle des organisations dites révolutionnaires, on s'attache uniquement à sa formation idéologique et à sa participation dans la diffusion massive de la presse etc. Jamais on se pose comme question si ce ou cette camarade ne devrait pas rejoindre tel centre industriel, aller travailler dans tel bastion de la lutte, nous laissons la plupart du temps ces camarades s'éterniser en études pour finir la plupart du temps professeur en histoire, je caricature mais malheureusement il y a un réel libéralisme dans nos styles de travail qui est je pense à revoir. Pour prendre un autre exemple, on ne peut pas avoir la prétention d'organiser une très grande masse d'ouvriers même toutes organisations marxistes-léninistes réunies, pour autant on érige des murailles entre les ouvriers des organisations dites « rivales ». Il se pourrait même demain, malgré nos faiblesses, que deux ouvriers de deux organisations différentes, travaillent dans la même usine sans se connaître ou le savoir ! Les deux organisations autoriseront-elles ces deux camarades à militer de concert à la constitution d'une organisation type « cellule d'entreprise » dans l'usine ou chacune d'entre elles essaiera de faire adhérer l'autre ouvrier ? Aujourd'hui il est grand temps que l'ensemble des ouvriers et ouvrières, de toutes les organisations marxistes-léninistes, militent collectivement et partagent leurs expériences en vue de créer, fortifier et s'implanter dans le mouvement ouvrier par le biais « obligatoire » des cellules d'usines et d'entreprises.



Pourquoi le mouvement ouvrier et syndical est-il si silencieux sur la question de la pénibilité, qui est quand même au cœur de l'exploitation capitaliste? Nous parlons en général, sachant que ta fédération a lancé l'an dernier une grande enquête plutôt bien faite sur le sujet, et que la question est toujours brûlante dans le BTP. Mais il faut bien reconnaître que ces initiatives sont bien isolées et peu entendues

Tout simplement que le syndicalisme est à la traîne de l'agenda patronal et que le patronat refuse d'en parler puisque les syndicats de haut en bas sont de plus en plus inféodés aux ordres du jour des CSE, ils ne prennent plus comme agenda ce qui mobilise ou fait souffrir la classe, on ne cherche même plus à organiser les travailleurs mais on se pose en défenseurs des salariés et on cherche comme constante la meilleure négociation des accords que nous propose le patronat, etc. A la FNIC il y a encore un syndicalisme de tradition de lutte et sur des bases encore de classe, on se refuse donc de suivre « bêtement » l'agenda patronal.

Quelle place vois-tu dans le combat ouvrier pour la fraction immigrée de la classe ouvrière, dont une partie est sans-papiers, dans le collimateur du racisme, du FN à Macron en passant par Retailleau, prétexte à diviser la classe dans son ensemble?

La place qu'elle doit avoir, c'est qu'on a besoin d'unir la classe dans la lutte mais là on est sur une évidence disons qu'aussi l'internationalisme prolétarien ne commence pas au-delà des frontières du pays d'où nous luttons, mais directement à la machine avec les ouvriers et ouvrières immigrés membres à part entière de notre classe. Cependant, dans ma vie d'ouvrier, dans l'usine où je travaille, dans le Béarn, il n'y avait pas de travailleurs sans papiers mais plutôt des camarades de familles d'immigrés de 2ème ou 3ème génération. Ce qui est assez important dans l'expérience des luttes que l'on a menées à l'usine est que l'ouvrier qui a des éléments réactionnaires dans la tête, disons racistes, lorsque la lutte éclate pour les salaires par exemple, il ne peut pas faire autrement que d'être allié à son collègue ouvrier issu de l'immigration. Là le racisme tombe, au moins le temps de la grève, tout l'intérêt étant pour nous de travailler H24 cette conscience de classe et cette unité dans le temps mais pour cela l'organisation syndicale a minima, politique a maxima, est indispensable.



L'écologie, le dérèglement climatique, les déchets, les toxiques chimiques prennent de plus en plus d'importance dans l'évolution de la planète, et on en parle de plus en plus. Pourtant le mouvement ouvrier et syndical semble piégé par « la défense de l'emploi » qui paralyse la critique de la nature de la production en cause dans les entreprises. Un peu comme l'armement, d'ailleurs. Tu vois ça comment? Essayer d'articuler les questions ou renvoyer ça à plus tard parce qu'on n'en est pas là aujourd'hui?

Mettons juste la question de l'industrie de l'armement de « coté » dans cette question car celle-ci est un sujet en soi pour le mouvement révolutionnaire.

Je suis d'avis que syndicalement, lorsqu'une entreprise annonce une fermeture de telle ou telle usine, que l'on se batte pour la maintenir. Primo, quelques exemples, si rares soient-ils, prouvent que cela est partiellement possible, deuxio n'oublions pas que pour faire la révolution nous avons besoin de centres industriels et négocier leurs fermetures n'est pas à mon sens très logique. Il peut y avoir des illusions sur une « grosse » dans une usine qui ferme vis-à-vis des MSA (mesures sociales d'accompagnement) mais est-ce vraiment aller à la confrontation avec le patronat lorsque l'on bataille sur son ordre du jour qu'est celui des compensations financières? Et justement les grèves pour exiger le maximum de compensations (financières et autres) se font dans le cadre même des négociations du PSE!

Exiger le maximum de compensations par le patronat ne dépasse absolument pas le cadre du PSE mais y est complètement intégré. Le recours à la grève sur la question des MSA est un mode d'action qui peut paraître radical mais qui s'inscrit dans une logique d'accompagnement de la politique patronal dans l'entreprise. On ne remet pas en cause l'offensive du patron sur les conditions de travail ou la suppression de son emploi, on cherche simplement, tout en validant son attaque, à compenser le tort qui nous est fait. Le rôle dit des supra-légales ainsi que les dernières réformes qui s'y rattachent permettent d'éviter une intensification de la lutte de classe là où justement il y a des suppressions d'emplois, intensification de la production sur moins d'ouvriers. Ces chèques colossaux que représentent les supra-légales correspondent très souvent à des sommes d'argent qu'aucun prolétaire ne peut épargner au cours d'une carrière, de plus, les dernières réformes venant cadrer dans le temps et dans une négociation bien définie par la loi (négociation des mesures d'accompagnements) permettent justement d'enfermer les prolétaires en lutte dans une bataille strictement économiste

et légaliste en fermant presque toutes les pistes pour une politisation de la lutte ou son extension au-delà des limites de la fabrique. Toute réforme dans la société capitaliste à un double caractère. D'un côté elle est une concession faite par les classes dirigeantes aux travailleurs mais elle sert aussi et surtout pour « étouffer la lutte révolutionnaire, pour diviser la force et l'énergie, pour obscurcir la conscience des classes révolutionnaires » (Lénine).

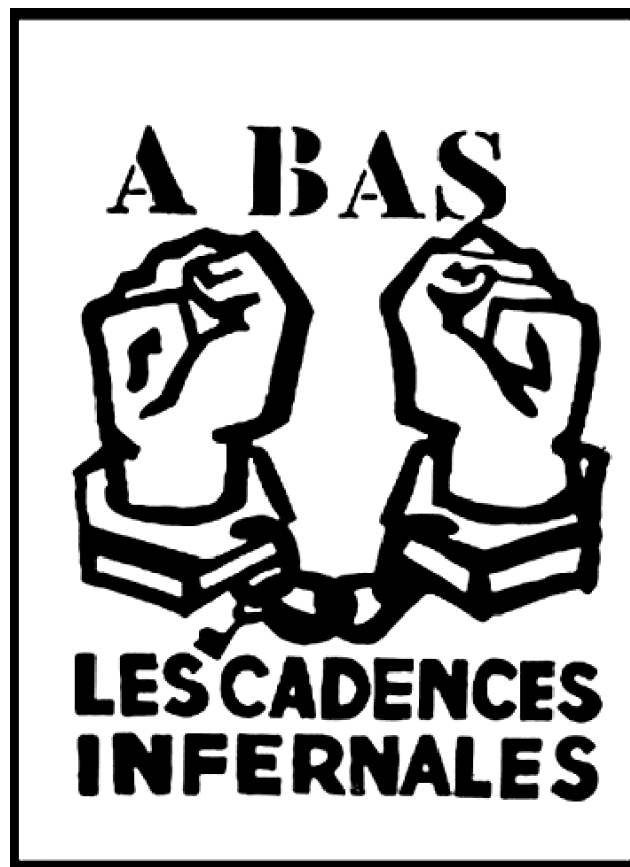
L'allemand Edouard Bernstein, l'un des pères fondateurs du réformisme, disait dans la *Neue Zeit*, en 1898 : « Je l'admets franchement, je n'éprouve qu'extrêmement peu d'attrance et d'intérêt pour ce qu'on entend communément comme "objectif final du socialisme". Cet objectif, quel qu'il soit, n'est rien pour moi, alors que le tout, c'est le mouvement général de la société, c'est-à-dire le progrès social, mais aussi l'agitation et l'organisation politique et économique de ce progrès ». Le mouvement est tout : comme le revendique Bernstein, tant que les ouvriers se mettent en branle cela suffit, pas besoin d'aller plus loin, pas besoin d'y apporter du contenu politique et surtout pas des perspectives révolutionnaires !



La question des revendications en PSE et ses liens possibles avec le réformisme sont à mettre en lien aussi avec le fait que la France est un pays impérialiste, celui qui cacherait et passerait sous silence cette donnée ne pourra que verser dans le social-chauvinisme et l'opportunisme. La dite "supra-légale" concerne en effet les PSE en France, il est plus que probable voire certain, que ce type de dispositions n'existent pas dans les pays dominés par l'impérialisme français par exemple (Afrique ou Asie). Même en France, ces dispositifs ne sont pas octroyés à tous les prolétaires qui font face au licenciement collectif. Prenons le cas des intérimaires par exemple qui ne sont pas concernés par les primes ou les MSA mais qui, comme les autres, finissent bel et bien au chômage. Idem pour les travailleurs sans-papiers, les ouvriers des TPE-PME qui ont pour la plupart du temps des MSA au ras des pâquerettes s'ils en ont, etc. Finalement, les travailleurs concernés par des grosses supra-légales sont ceux en CDI et appartenant à de grands groupes, les monopoles, autrement dit un grand pan de l'aristocratie ouvrière au sens économique du terme.

C'est pour cela que la lutte doit se faire sous la revendication d'avoir un « travail », sans travail un ouvrier ou une ouvrière sont condamnés au mieux à la survie ! Et puisque que notre classe est exploitée de manière collective, travailler signifie être dans sa classe avec les siens et les siennes. Cette usine pollue ? Sous le règne du capital une usine ne peut que polluer. A nous de faire la démonstration que le capitalisme tue les masses à petit ou grand feu, que la solution n'est pas de fermer les usines, car une usine, répétons-le, en soi ne pollue pas, c'est le capital qui dans sa course effrénée aux profits ne peut que rendre l'usine polluante et mortelle.

Je ne veux pas là faire le plébiscite des « projets » mise en place par des groupes « d'experts » économiques du syndicat, mais simplement montrer que l'on peut bien mieux pousser politiquement en avant les ouvriers en lutte dans le cadre du maintien de l'usine telle quelle plutôt que d'aller négocier des chèques à son patron. La question de l'écologie n'est pour le moment et à mes yeux pas une question qui préoccupe tant que ça la classe aujourd'hui, peut-être par peur pour son boulot ou que sais-je, mais pour le moment elle reste bien plus préoccupée par la question des salaires, de l'emploi et du temps de travail et de ses conditions.



La question était imprécise, mais la réponse néanmoins intéressante. Nous partageons complètement ton point de vue sur la réponse ouvrière aux plans sociaux, le refus des mesures d'accompagnement ou les contreplans, et le combat pour l'emploi, pour l'intérêt ouvrier et le « zéro licenciement ».

Pour compléter un peu, finalement indépendamment du combat contre les licenciements (c'est là que la question était confuse), reste la relation des ouvrier.e.s face à la nature de la production sur laquelle ils sont contraints de travailler. Qu'il s'agisse de l'armement, malgré tout ; ou que fait-on quand on travaille chez Lafarge qui a financé Daesh ? Chez Lactalis qui a empoisonné on ne sait combien de personnes ? Chez Sanofi qui a produit la Dépakine ? Dans ces industries chimiques qui continuent à produire des toxiques interdits en Europe mais bons pour l'exportation ? Même si au premier chef, ça ne concerne pas trop les ouvriers, dès que ça devient politique (un enjeu de la lutte des classes), ça devient un enjeu pour les communistes. C'est ainsi que nous avons organisé dans les années 80 une campagne contre la construction d'un transformateur prévu pour la centrale nucléaire de Koeberg en Afrique du Sud, alors soumise à l'apartheid. Campagne qui a eu un certain succès dans l'usine et fait

flipper la direction. A tel point que le deuxième transformateur est parti clandestinement une nuit, même pas passé en peinture!

Oui, effectivement de mon côté, la question sur l'écologie a été mal comprise. Précisons. J'ai fait partie de la bataille locale par exemple sur la question de la Depakine que vous citez puisque l'usine Sanofi en question est située à Mourenx sur la plateforme ou je travaille. Nous avons milité syndicalement localement pour organiser un

front et à partir du sujet d'une usine nous avons réussi pendant un temps à mobiliser les ouvriers de toute la plateforme! Nous avons organisé des AG, des débats et ce même avec des riverains qui se sont aussi mobilisés, eux-mêmes ouvriers dans les boîtes. Mais la question de l'emploi ne se posait pas, nous avons milité de manière pro active sur la question de la vie des ouvriers de Sanofi et leurs voisins.

TE, le 26/11/2025

QUELQUES COMMENTAIRES RAPIDES

Tout d'abord, interview fort intéressante qui converge avec nos positions. Depuis l'origine l'OCML Voie Prolétarienne affirme la centralité ouvrière et alerte sur les positions oscillantes de la petite-bourgeoisie intellectuelle dominante à l'extrême-gauche, d'autant plus dans un pays impérialiste. Nous avons construit VP dans le travail ouvrier, les cellules d'usines, à une époque où nous étions complètement à contre-courant – y compris par la pratique de l'établissement, c'est-à-dire envoyer « s'établir » en usine des jeunes intellectuels. Aujourd'hui encore la majorité de notre organisation est ouvrière, active ou retraité, et c'est toujours au cœur de nos priorités. Nous renvoyons à la lecture de notre Manifeste pour plus de complément.

Par contre, il nous semble qu'il y a peut-être une compréhension différente de ce qu'est la conscience ouvrière. Pour le camarade, il semble que la classe ouvrière soit spontanément révolutionnaire du fait de l'exploitation, seulement figée dans l'impuissance par l'absence d'organisation pour la diriger. D'où le travail pour reconstituer celle-ci à la base, par le biais de cellules communistes en entreprise. Nous avons longuement développé, depuis l'origine de notre organisation nos désaccords avec cette conception. Nous considérons que la classe ouvrière est spontanément réformiste, politiquement et idéologiquement, comme reflet du caractère réformiste de la vente de la force de travail dans le marché capitaliste. Ce qui explique en particulier la trahison des syndicats, organisations politiques etc. Qu'elle a néanmoins des « potentialités » de conscience et d'activité révolutionnaire, qui ne peuvent être révélés que par l'activité communiste et l'existence d'une organisation, d'un programme, d'un projet. Faute de quoi, elle est incapable de sortir de la logique du marché et de l'exploitation. Nous renvoyons, là encore, à nos publications théoriques sur le sujet. D'où l'importance d'aborder toutes les questions politiques de fond nécessaires à son éducation.

Il faudra donc revenir, une autre fois peut-être sur d'autres sujets brûlants restés en suspens : sur cette question de la conscience donc, sur l'armement, poursuivre sur l'articulation entre combat de classe contre l'exploitation et combat écologique, sur l'impact de la situation internationale sur le mouvement ouvrier (Palestine, où le camarade a été fortement impliqué – au point d'avoir deux procédures de licenciement sur le dos, guerre en Ukraine, contradictions inter-impérialistes).

Quoiqu'il en soit, on est vraiment au cœur du sujet pour la reconstruction d'un parti communiste ouvrier en France. Même si nous ne sommes pas d'accord sur tout, nous avons un vrai socle en commun et cela est important pour l'avenir.